

14CL Invest
Société civile
au capital de 27 500 euros
Siège social : 53 Avenue Victor Hugo
75116 Paris
Société en cours de constitution

STATUTS CONSTITUTIFS

LES SOUSSIGNES

LOPURFIF, société par actions simplifiée au capital social de 26.747.272 euros, dont le siège social est situé 35 Boulevard Malesherbes 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 931 756 407, représentée par Madame Nadège Frédérique Marie POUTREL épouse SEBLINE, dûment habilitée à cet effet en sa qualité de présidente,

FETCH INVEST, société par actions simplifiée au capital social de 2.800.350 euros, dont le siège social est situé 75 Avenue Parmentier 75011 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 401 898 622, représentée par Monsieur Benoît BILLETTE DE VILLEMEUR, dûment habilité à cet effet en sa qualité de président,

SOCIETE D'ACTIVITES DE VERNEUIL ENTREPOT, société à responsabilité limitée, au capital social de 8.000 euros, dont le siège social est situé 58 Avenue de Wagram 75017 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 508 602 166, représentée par Madame Nathalie ROSSIGNOL, dûment habilitée à cet effet en sa qualité de gérant,

Carr'Roy, société par actions simplifiée au capital social de 3.000.000 euros, dont le siège social est situé 7 Rue Paul Demange 78290 Croissy-sur-Seine, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Versailles sous le numéro 991 283 755, représentée par Monsieur Gilles BADIN, dûment habilité à cet effet en sa qualité de Président,

Madame Valentine, Marion, Denise BILLETTE DE VILLEMEUR, née le 26/01/1996 à Thionville (57), demeurant 26 Rue d'Enghien 75010 Paris, de nationalité Française,

Monsieur Baptiste, Thomas, Xavier BILLETTE DE VILLEMEUR, né le 01/08/1998 à Ixelles (Belgique), demeurant Avenue Adolphe Buyl 173 - 1050 Ixelles, Belgique, de nationalité Française,

Monsieur Matthieu, Patrick, Charles ZURFLUH-ROSSIGNOL, né le 23/05/1986 à Paris 16^{ème} (75), demeurant 106 Rue des Dames 75017 Paris, de nationalité Française,

Monsieur Paul, Vincent, Jacques MICHAUD-ROSSIGNOL, né le 23/05/1995 à Boulogne-Billancourt (92), demeurant 73 Place du Docteur Félix Lobligois 75017 Paris, de nationalité Française,

Monsieur Jean-Michel CHAMONARD, né le 03/06/1976 à Lyon 7^{ème} (69), demeurant 43 Rue Charlemagne L-1328 Luxembourg, Luxembourg, de nationalité Française,

Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une Société civile devant exister entre les propriétaires des parts sociales créées lors de la constitution et en cours de vie sociale.

TITRE I – FORME – OBJET – DENOMINATION – DUREE – SIEGE

Article 1 – FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une Société Civile régie par les dispositions des articles 1832 à 1870-1 du Code civil et par les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet la propriété, l'acquisition, la gestion et la vente, pour autant que ces opérations ne portent pas atteinte au caractère civil de la société, de valeurs mobilières et de tous autres instruments financiers, cotés en bourse ou non cotés, français ou étrangers, y compris la prise de participation dans toute société civile ou commerciale à l'exception de parts de société en nom collectif, et plus généralement toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

Article 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est :

14CL Invest

Cette dénomination doit figurer sur tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers. Elle doit être précédée ou suivie des mots « Société Civile » suivis de l'indication du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

Article 5 - SIEGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé au :

53 Avenue Victor Hugo - 75116 Paris

Il peut être transféré en tout autre endroit de la même ville ou du même département ou d'un département limitrophe par simple décision de la gérance qui, dans ce cas, est autorisée à modifier les statuts en conséquence sous réserve de ratification de cette décision par la plus prochaine assemblée générale des associés et, partout ailleurs, par délibération collective extraordinaire des associés.

TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

Article 6 - APPORTS

Il a été apporté à la Société :

- La société LOPURFIF apporte la somme de :	8.500 euros
- La société FETCH INVEST apporte la somme de :	3.000 euros
- La société SAVE apporte la somme de :	3.000 euros
- Monsieur Matthieu ZURFLUH-ROSSIGNOL apporte la somme de :	3.000 euros
- Monsieur Paul MICHAUD-ROSSIGNOL apporte la somme de :	3.000 euros
- La société Carr’Roy apporte la somme de :	2.500 euros
- Monsieur Jean-Michel CHAMONARD apporte la somme de :	2.500 euros
- Madame Valentine BILLETTE DE VILLEMEUR apporte la somme de :	1.000 euros
- Monsieur Baptiste BILLETTE DE VILLEMEUR apporte la somme de :	1.000 euros
Soit un total en numéraire de	27.500 euros

La somme précitée sera déposée par les apporteurs dans les 20 jours de la demande qui leur sera notifiée par la gérance, cette demande étant faite postérieurement à l’immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 27.500 euros.

Il est divisé en 27.500 parts de 1 euro chacune, numérotées de 1 à 27.500, entièrement souscrites.

Les parts sociales sont attribuées aux associés en proportion de leurs apports, à savoir :

- La société LOPURFIF à concurrence de 8.500 parts Numérotées de 1 à 8.500, ci	8.500 parts
- La société FETCH INVEST à concurrence de 3.000 parts Numérotées de 8.501 à 11.500, ci	3.000 parts
- La société SAVE à concurrence de 3.000 parts Numérotées de 11.501 à 14.500, ci	3.000 parts
- Monsieur Matthieu ZURFLUH-ROSSIGNOL à concurrence de 3.000 parts Numérotées de 14.501 à 17.500, ci	3.000 parts
- Monsieur Paul MICHAUD-ROSSIGNOL à concurrence de 3.000 parts Numérotées de 17.501 à 20.500, ci	3.000 parts
- La société Carr’Roy à concurrence de 2.500 parts Numérotées de 20.501 à 23.000, ci	2.500 parts
- Monsieur Jean-Michel CHAMONARD à concurrence de 2.500 parts Numérotées de 23.001 à 25.500, ci	2.500 parts
- Madame Valentine BILLETTE DE VILLEMEUR à concurrence de 1.000 parts Numérotées de 25.501 à 26.500, ci	1.000 parts
- Monsieur Baptiste BILLETTE DE VILLEMEUR à concurrence de 1.000 parts Numérotées de 26.501 à 27.500, ci	1.000 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 27.500 parts

Article 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL

8.1 - Le capital social peut, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, être augmenté par la création de parts nouvelles ou par élévation du montant nominal des parts existantes, soit en représentation d'apports en nature ou en espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par incorporation de bénéfices ou réserves.

8.2 - Il peut aussi, en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés, être réduit pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts d'un montant équivalent ou moindre, ayant ou non la même valeur nominale.

Article 9 - COMPTES COURANTS

Tout associé, en accord avec la gérance, peut soit déposer des fonds dans la caisse sociale soit accorder tout crédit, en vue de faciliter le financement des opérations sociales. Les conditions d'intérêt et de retrait sont fixées en accord avec la gérance.

Article 10 - TITRE D'ASSOCIE - DROITS & OBLIGATIONS - RESPONSABILITES

10.1 - Le titre et les droits de chaque associé résultent des présents statuts, des modifications qui leur seraient ultérieurement apportées et des cessions de parts régulièrement consenties. Il ne peut être émis de titres négociables en représentation des parts sociales. Toutefois, des certificats représentatifs de leurs parts peuvent être remis aux associés. Ils sont établis au nom de chaque associé pour le total des parts détenues par lui, et portent la signature d'un gérant. Ils sont intitulés « certificats représentatifs de parts » et sont barrés de la mention « non négociables ». Ils doivent être restitués à la Société pour être annulés après chaque modification des droits de leurs titulaires.

10.2 - A chaque part sociale sont attachés des droits égaux dans les bénéfices et l'actif social. La contribution de l'associé aux pertes se détermine également à proportion de ses parts sociales.

10.3 - A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à proportion de leurs parts sociales à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements. Les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir préalablement et vainement poursuivi la personne morale.

10.4 - Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelques mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés. Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés. La même interdiction existera pour les créanciers personnels des associés.

10.5 - Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés auprès de la Société par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire statuant en référé, à la demande de l'indivisaire le plus diligent. En cas d'indivision successorale, le représentant de l'indivision sera, le cas échéant, désigné conformément aux stipulations de l'article 12.3 des présents statuts.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre d'associés lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à agrément par application des dispositions de l'article 12. L'indivisaire par ailleurs propriétaire de parts sociales lui conférant la qualité d'associé, indépendamment de ses droits dans l'indivision, ne peut être compté qu'une fois.

10.6 - Dans le cas où les parts sociales sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient à l'usufruitier uniquement, tant pour les décisions ordinaires que pour les décisions extraordinaires par dérogation aux dispositions de l'article 1844 alinéa 2 du Code Civil sauf pour les décisions concernant (i) la fusion ou scission de la société, (ii) la dissolution de la société, (iii) la réduction ou augmentation de capital et (iv) le changement de forme de la société ; dans ces cas (i) à (iv), dont l'énumération est strictement limitative, le droit de vote appartient au nu-propriétaire.

Article 11 - FORME ET PUBLICITE DES CESSIONS DES PARTS SOCIALES

La cession de parts sociales doit être constatée par écrit. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code civil. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et de sa publicité qui est accomplie par dépôt, au registre du commerce et des sociétés, d'une copie authentique de l'acte de cession, s'il est notarié, ou d'un original, s'il est sous seing privé. Le dépôt peut être effectué par voie électronique.

Article 12 - TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES - AGREMENT

12.1 - Cession entre vifs

Les parts sociales sont librement cessibles, à titre onéreux ou gratuit (transmission de la pleine propriété, nue-propriété ou usufruit) entre associés ou au bénéfice des descendants directs des associés.

Elles ne peuvent être cédées à d'autres personnes, y compris un ascendant ou le conjoint d'un associé, qui ne serait pas déjà associé, qu'avec le consentement des associés représentant plus des deux tiers des voix, le cédant prenant part au vote. Ces dispositions visent toutes transmissions à titre onéreux ou gratuit, qu'elles portent sur la pleine propriété, la nue-propriété ou l'usufruit des parts sociales.

Le projet de cession est notifié, avec demande d'agrément, à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier de justice ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La gérance prend toutes dispositions nécessaires pour consulter les associés sur ce projet, dans les quinze jours suivant réception de la notification et selon les formes de l'article 16.

Si l'agrément est refusé, les associés doivent acquérir les parts. Lorsque plusieurs d'entre eux veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre de parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs.

S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

La Société peut faire acquérir par un tiers les parts non acquises par les associés, ou procéder au rachat de ces parts en vue de leur annulation. Les dispositions des deux premiers alinéas du présent paragraphe sont applicables à la désignation du tiers acquéreur qui, le cas échéant, doit être agréé à la majorité des associés autres que le cédant.

Le nom du ou des acquéreurs proposés, associés ou tiers, ou l'offre de rachat par la Société, ainsi que le prix offert sont notifiés au cédant.

En cas de contestation sur le prix, celui-ci est fixé par un expert désigné, soit par les parties, soit à défaut d'accord entre elles, par Ordonnance du Président du Tribunal Judiciaire statuant selon la procédure accélérée et sans recours possible. Les frais de l'expertise sont à la charge de la partie qui l'a demandée.

Sauf convention contraire entre les parties, le prix d'achat ou de rachat est payé comptant.

Toutes les dispositions qui précèdent s'appliquent sans préjudice du droit du cédant de renoncer à son projet et de conserver ses parts, à condition que sa renonciation soit signifiée à la Société avant l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle il a eu notification de toutes les indications prévues à l'alinéa précédent, y compris, le cas échéant, le prix déterminé par expertise.

Dans tous les cas où les parts sont acquises soit par des associés, soit par des tiers désignés par eux, ou rachetées par la Société, si le cédant refuse de signer l'acte de cession après avoir été mis en demeure de le faire, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la Société, spécialement habilitée à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

Si l'offre d'achat ou de rachat de la totalité des parts faisant l'objet de cession n'est pas faite au cédant dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications dudit projet à la Société et à chacun des associés, l'agrément à la cession est réputé acquis, à moins que les autres associés ne décident à l'unanimité, dans le même délai, la dissolution anticipée de la Société. Dans ce dernier cas, le cédant peut rendre caduque cette décision en faisant connaître qu'il renonce à la cession dans le délai d'un mois à compter de ladite décision. Ces dispositions se rapportant à l'absence d'offre d'achat dans le délai imparti sont applicables au cas où la Société a notifié le refus d'agrément comme au cas où elle aurait omis de le faire.

L'ensemble des dispositions qui précèdent s'applique aux transmissions de parts par voie de donation, d'apport, de fusion et de scission, de même qu'à la cession de droit à attribution de parts gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, primes d'émission, d'apport ou de fusion.

12.2 - Nantissement et cession forcée de parts sociales

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues pour le gage des meubles corporels conformément aux dispositions des articles 1866, 2355 et 2333 à 2350 du Code civil, .

Tout associé doit obtenir des autres associés leur consentement à un projet de nantissement dans les mêmes conditions que celles prévues au paragraphe 12.1, ci-dessus, pour leur agrément à une cession de parts.

Le consentement donné au projet de nantissement emporte agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales à la condition que cette réalisation soit notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Chaque associé peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs associés exercent cette faculté et veulent acquérir au total un nombre de parts excédant celui des parts à acheter, il est procédé, sauf convention contraire entre les intéressés, à une réduction de leurs demandes tenant compte du droit de chacun d'eux d'acquérir à proportion du nombre des parts qu'il détenait antérieurement par rapport à celui des parts détenues par l'ensemble des acheteurs. S'il reste, après cette première opération, des parts non attribuées, celles-ci sont réparties dans la même proportion entre les acheteurs dont la demande n'a pas été entièrement servie.

Si les associés ne se substituent pas à l'acquéreur pour la totalité des parts faisant l'objet de la vente forcée, la Société peut procéder au rachat des parts en vue de leur annulation.

La réalisation forcée qui ne procède pas d'un nantissement auquel les autres associés ont donné leur consentement doit pareillement être notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la Société.

Les associés peuvent, dans ce délai, décider l'acquisition des parts, leur rachat en vue de leur annulation ou la dissolution de la Société, dans les conditions prévues au paragraphe 12.1, ci-dessus.

Si la vente a eu lieu, les associés ou la Société peuvent exercer la faculté de substitution qui leur est reconnue à l'alinéa 7 du présent paragraphe. Le non-exercice de cette faculté emporte agrément de l'acquéreur.

La notification prévue au troisième alinéa ainsi que le quatrième alinéa qui précèdent ne sont pas applicables au nantissement réalisé en vertu d'un pacte commissaire convenu dans les conditions de l'article 2348 du Code civil.

12.3 - Transmissions par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les descendants directs de l'associé décédé. Tout autre héritier ou légataire des parts sociales du défunt, à moins qu'il soit déjà associé de la Société, ne pourra devenir associé que s'il a reçu l'agrément unanime de tous les associés survivants.

Tout héritier ou ayant droit, qu'il soit ou non soumis à agrément, doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et de son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités.

Tant que subsiste une indivision successorale, les parts qui en dépendent ne sont prises en compte pour les décisions collectives que si un indivisaire au moins n'est pas soumis à agrément. Ceux des indivisaires qui répondent à cette condition ont seuls la qualité d'associé. S'il n'en existe qu'un, il représente de plein droit l'indivision ; s'il en existe plusieurs, la désignation du mandataire commun doit être faite conformément à l'article 10, paragraphe 5.

Tout acte de partage est valablement notifié à la Société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la Société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si tous les indivisaires sont soumis à agrément, la Société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global. De convention expresse entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, intenter toute action appropriée devant la juridiction compétente du lieu du siège social pour obtenir qu'il soit procédé au partage de l'indivision dont le maintien empêche le fonctionnement normal de la Société.

Lorsque les droits hérités sont divis, la Société peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

Les dispositions du paragraphe 12.1 du présent article, concernant la procédure d'agrément et les conséquences du refus d'un projet de cession entre vifs, sont applicables, en tant que de raison, aux mutations par décès.

Toutefois, dans l'hypothèse où le refus d'agréer est signifié par la Société sans demande préalable des intéressés accompagnée d'un projet de partage, le délai de six mois, à l'expiration duquel l'agrément est réputé acquis à défaut d'offre d'achat ou de rachat, court à compter de la notification de ce refus.

Article 13 - INCAPACITE - RETRAIT

13.1 - L'absence, l'incapacité civile, la déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire ou la faillite personnelle de l'un ou plusieurs de ses associés ne mettra pas fin à la Société et, à moins que l'assemblée générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continuera entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé absent, frappé d'incapacité ou en état de liquidation ou de redressement judiciaire ou de faillite personnelle ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en Société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts qu'il pourrait alors posséder d'après leur valeur au jour de l'ouverture du droit de rachat déterminée dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil.

Le montant du remboursement sera payable dans les trois (3) mois du rapport de l'expert chargé de déterminer cette valeur et productif d'intérêts aux taux légal à compter du jour de l'événement ayant donné lieu au droit de rachat.

13.2 - Le retrait total ou partiel d'un associé doit être autorisé à l'unanimité de ses coassociés ou par décision de justice pour justes motifs. L'associé qui se retire n'a droit qu'au remboursement de la valeur de ses droits sociaux déterminée, à défaut d'accord amiable, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Article 14 - REUNION DES PARTS EN UNE SEULE MAIN

14.1 - La réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas la dissolution de plein droit de la Société. Toutefois, si la situation n'a pas été régularisée dans le délai d'un an, tout intéressé peut demander la dissolution judiciaire de la Société.

La dissolution de la Société devenue unipersonnelle entraîne, si l'associé unique est une personne morale, dans les conditions prévues par la loi, la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

14.2 - L'appartenance de l'usufruit de toutes les parts sociales à une même personne est sans conséquence sur l'existence de la Société.

TITRE III – ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

Article 15 - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

15.1 - La Société est gérée par un ou plusieurs gérant(s) (personne physique ou personne morale), associé ou non, nommé pour une durée limitée ou non, par décision collective des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Lorsqu'une personne morale est nommée gérante de la Société, la décision qui la nomme indique le nom de ses représentants légaux dont le changement emporte rectification de l'acte de nomination.

15.2 - Le ou les gérants est/sont investi(s) des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet ; le ou les gérant ont tous pouvoirs es qualité pour valablement engager la Société, sans exception ni réserve, et sans avoir aucunement à en référer à l'assemblée des associés, pour l'acquisition de tout actif de la Société et pour négocier et contracter toute obligation pour la Société y compris tout emprunt et pour consentir toute sureté y attachée portant sur tout actif de la Société.

15.3 - En cas de pluralité de gérants, chacun d'entre eux exerce séparément et pleinement les pouvoirs visés ci-dessus au paragraphe 15.2, sauf le droit qui appartient à chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.

15.4 - Les fonctions de gérant cessent par son décès, son incapacité civile, sa déconfiture, la liquidation ou le redressement judiciaire de ses biens, sa faillite personnelle, sa révocation ou sa démission. La cessation des fonctions du ou des gérants pour quelque raison que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

15.5 - Le gérant est révocable par décision unanime des associés. Au cas où la gérance deviendrait vacante, il serait procédé à la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants par une assemblée générale des associés convoquée dans un délai de deux mois à compter de la vacance, par l'associé le plus diligent.

TITRE IV – DECISIONS COLLECTIVES – FORMES ET MODALITES

Article 16 - CONVOCATION ET TENUE DES ASSEMBLEES GENERALES

16.1 - L'assemblée générale représente l'intégralité des associés ; ses décisions obligent tous les associés, même les absents, incapables ou dissidents.

16.2 - Les assemblées générales peuvent être convoquées par la gérance à toute époque, lorsqu'elle le juge utile, ou sur demande qui lui en est adressée par un ou plusieurs associés représentant le tiers au moins du capital social.

Les convocations pour l'assemblée sont faites par la gérance par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance, à chacun des associés, au dernier domicile connu, et indiquant l'ordre du jour de façon explicite. Au cas où tous les associés seraient présents ou représentés, ladite convocation pourrait être faite verbalement et sans délai.

La gérance est tenue de faire figurer à l'ordre du jour les résolutions proposées par un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital social et qui lui ont été communiquées un mois au moins avant la tenue de la réunion.

Chaque associé a le droit d'assister à l'assemblée ou de s'y faire représenter par un autre associé. En aucun cas un associé ne peut-il être représenté ou assisté en assemblée par une personne membre d'une profession réglementée (notamment avocat, notaire, expert-comptable, commissaire aux comptes, magistrat) ou encore par une personne intervenant habituellement en qualité d'expert financier ou conseil en patrimoine.

16.3 - L'assemblée est présidée par le gérant, assisté d'un secrétaire désigné par l'assemblée et qui peut être pris en dehors des associés.

16.4 - Il est tenu une feuille de présence, signée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance et certifiée par le Président.

16.5 - Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par la gérance. Le registre spécial peut être tenu et les procès-verbaux établis sous forme électronique ; dans ce cas, les procès-verbaux sont signés au moyen d'une signature électronique qui respecte au moins les exigences relatives à une signature électronique avancée prévues par l'article 26 du règlement (UE) n° 910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur. Les procès-verbaux sont datés de façon électronique par un moyen d'horodatage offrant toute garantie de preuve.

16.6 - Les associés peuvent toujours, d'un commun accord, prendre les décisions collectives à l'unanimité, par acte sous seing privé ou notarié, ce qui dispense de la réunion d'une assemblée.

16.7 - En outre, la gérance peut consulter les associés par correspondance et les appeler, en dehors de toute réunion, à formuler une décision collective par vote écrit. Afin de provoquer ce vote, elle adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions par elle proposées en y ajoutant, s'il y a lieu, tous renseignements et explications utiles. Les associés ont un délai de quinze jours à compter de la date de réception de cette lettre pour faire parvenir par écrit leur vote à la gérance. L'auteur du vote parvenu en retard, de même que l'associé qui n'aurait pas répondu, sera considéré comme s'étant abstenu de voter.

En cas de vote par écrit, la gérance ou toute personne par elle déléguée, rédige le procès-verbal de la consultation, auquel les votes sont annexés.

Ces décisions collectives, ordinaires ou extraordinaires, par consultation écrite, doivent, pour être valables, réunir selon l'ordre du jour de la consultation, les conditions de quorum et de majorité définies ci-après pour les assemblées générales.

Article 17 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

17.1 - L'assemblée générale ordinaire est réunie obligatoirement au moins une fois par an à l'effet de prendre connaissance du compte-rendu de gestion de la gérance et du rapport écrit d'ensemble sur l'activité de la Société au cours de l'exercice écoulé. Elle statue sur les comptes et décide l'affectation et la répartition des bénéfices.

17.2 - Elle nomme ou réélit les gérants. Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'assemblée générale extraordinaire. A moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les présents Statuts, les décisions de l'assemblée générale ordinaire sont prises à la majorité simple des associés.

Article 18 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

18.1 - L'assemblée générale extraordinaire peut apporter aux statuts toutes modifications qu'elle jugera utiles, sans exception ni réserve. Elle peut, notamment, étendre, restreindre ou modifier l'objet de la Société, modifier la répartition des bénéfices, décider l'augmentation ou la réduction du capital social, la prorogation ou la dissolution anticipée de la Société, sa fusion avec d'autres sociétés, sa scission, sa transformation en société de toute autre forme. Si la transformation doit entraîner une aggravation de la responsabilité des associés à raison des dettes sociales, elle ne peut être valablement décidée qu'à l'unanimité. Il en est de même en cas de fusion ou de scission de la Société.

18.2 - Les décisions de l'assemblée générale extraordinaire sont prises à l'unanimité des associés, à moins qu'il n'en soit prévu autrement dans les présents statuts. Par exception, les augmentations de capital par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société sont décidées par les associés représentant plus des deux tiers des parts sociales. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

TITRE V – EXERCICE SOCIAL – AFFECTATION DES RESULTATS – REPARTITION DES BENEFICES

Article 19 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le **1er janvier** et finit le **31 décembre** de chaque année.

A titre exceptionnel, le premier exercice social de la société depuis son immatriculation au registre du commerce et des sociétés prendra fin le **31 décembre 2026**.

Article 20 - COMPTES SOCIAUX

20.1 - Il sera tenu une comptabilité régulière.

20.2 - En outre, à la fin de chaque exercice social, il sera dressé par la gérance un inventaire des éléments d'actif et passif de la Société, un bilan, un compte de résultat et une annexe. Ces documents, accompagnés d'un rapport de la gérance, devront être soumis aux associés dans les six mois de la clôture de l'exercice social.

Article 21 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

21.1 - Les bénéfices nets de la Société sont déterminés, pour chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la Société, y compris tous amortissements et provisions nécessaires.

21.2 - Les bénéfices distribuables sont constitués par les bénéfices nets de l'exercice, diminués des pertes antérieures et augmentés des reports bénéficiaires.

21.3 - Les bénéfices sont distribués entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux,

21.4 - Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, affecter tout ou partie de ces bénéfices à tous fonds de réserve avec ou sans destination spéciale, ou au report à nouveau. Ils peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition.

21.5 - Les pertes d'un exercice sont automatiquement affectées en report à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

21.6 – En cas de démembrement des parts sociales, et sauf décision contraire adoptée par une décision ordinaire de la collectivité des associés :

- seul l'usufruitier a droit de recevoir les bénéfices de l'exercice réalisés par la Société, lesdits bénéfices comprenant tant les résultats courants positifs de fin d'exercice que les revenus exceptionnels (y inclus les revenus nets provenant de la cession de tout actif), qu'ils soient distribués ou placés en report à nouveau ;
- le nu-propriétaire a droit aux distributions de réserves et autres sommes assimilées, étant précisé que l'usufruitier doit pouvoir exercer son droit de jouissance sur les sommes ainsi distribuées en usant éventuellement de la faculté de se prévaloir des dispositions de l'article 587 du Code Civil.

TITRE VI – DISSOLUTION – LIQUIDATION – CONTESTATIONS

Article 22 - LIQUIDATION - PARTAGE

22.1 - Hormis les cas de fusion ou de scission ou de réunion de la totalité des parts sociales entre les mains d'une personne morale, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

A compter de la dissolution de la Société, la mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

22.2 - La dissolution met fin aux fonctions des gérants. L'assemblée générale extraordinaire nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et la rémunération.

22.3 - Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale, régulièrement constituée, se continuent pour tout ce qui concerne la liquidation ; l'assemblée générale a, notamment, le pouvoir d'approuver les comptes de la liquidation et de donner quitus aux liquidateurs.

22.4 - Après paiement des dettes et remboursement du capital social, l'actif net est partagé entre les associés à proportion de leurs parts sociales.

Les règles concernant le partage des successions, y compris l'attribution préférentielle, sont applicables.

Tout bien apporté qui se retrouve en nature dans la masse partagée est attribué, sur sa demande, et à charge de soulte s'il y a lieu, à l'associé qui en avait fait l'apport. Cette faculté s'exerce avant tout autre droit à une attribution préférentielle.

Tous les associés, ou certains d'entre eux seulement, peuvent aussi demeurer dans l'indivision pour tout ou partie des biens sociaux. Leurs rapports sont alors régis, à la clôture de la liquidation, en ce qui concerne ces biens, par les dispositions relatives à l'indivision.

Article 23 - CONTESTATIONS

En cours de vie sociale comme pendant la liquidation, toutes contestations, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction compétente du siège social.

A cet effet, tout associé doit faire éléction de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assignations et significations sont valablement faites au parquet de Monsieur le Procureur de la République près le Tribunal Judiciaire du siège social.

TITRE VII – FORMALITES CONSTITUTIVES

Article 24 - GERANCE

La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs Gérants pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision ordinaire des associés réunis en assemblée générale et statuant dans les conditions prévues ci-après à l'article « Assemblée générale ordinaire ».

La première Gérante de la Société est :

- La société dénommée 7E CIEL, Société par actions simplifiée, au capital de 1.845.000 euros, dont le siège social est situé à 9 Rue Fresnel 75016 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 940 156 490 représentée par Monsieur Philippe Mathieu RENAUX, en qualité de Président.

La Société par l'intermédiaire de son représentant déclare accepter cette fonction et qu'il n'existe de son chef aucune incompatibilité, ni aucune interdiction pouvant faire obstacle à cette nomination.

La Gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

Dans ses rapports avec les tiers, la Gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Le Gérant est révocable par décision unanime des associés.

Article 25 - ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Un état des actes accomplis au nom de la Société en formation, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la Société et annexé aux présents statuts, a été présenté aux associés avant la signature des statuts.

Article 26 - PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à la gérance, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi et notamment à l'effet de faire insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Il est expressément convenu que les Articles 24, 25 et 26 du titre VII - FORMALITES CONSTITUTIVES des présents statuts ne font pas partie intégrante des Statuts et pourront ne pas être reproduits dans les mises à jour successives des Statuts après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

Les présents statuts sont signés électroniquement le 14 juillet 2026, conformément aux dispositions des articles 1366 et suivants du Code civil.

Les signataires ci-dessous déclarent signer électroniquement le présent document par le biais du service <https://yousign.com/>, reconnaissant à leur signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et conférant date certaine à celle attribuée à la signature du présent document par le service <https://yousign.com/>.

LOPURFIF, représentée par Madame Nadège Frédérique Marie POUTREL épouse SEBLINE


Nadège POUTREL SEBLINE (Jul 15, 2026 09:28:35 GMT+2)

FETCH INVEST, représentée par Monsieur Benoît BILLETTE DE VILLEMEUR


Benoît Billette de Villemeur (Jul 14, 2026 16:13:31 GMT+2)

SAVE, représentée par Madame Nathalie ROSSIGNOL


Nathalie ROSSIGNOL (Jul 15, 2026 13:04:31 GMT+2)

Carr'Roy, représentée par Monsieur Gilles BADIN


Gilles Badin (Jul 14, 2026 17:25:59 GMT+2)

Madame Valentine, Marion, Denise BILLETTE DE VILLEMEUR


Valentine Billette de Villemeur (Jul 15, 2026 00:22:36 GMT+2)

Monsieur Baptiste, Thomas, Xavier BILLETTE DE VILLEMEUR


Baptiste Billette de Villemeur (Jul 14, 2026 16:14:48 GMT+2)

Monsieur Matthieu, Patrick, Charles ZURFLUH-ROSSIGNOL


Matthieu Zurfluh-Rossignol (Jul 15, 2026 12:13:44 GMT+2)

Monsieur Paul, Vincent, Jacques MICHAUD-ROSSIGNOL


Paul Michaud-Rossignol (Jul 15, 2026 10:38:33 GMT+2)

Monsieur Jean-Michel CHAMONARD


Jean-Michel Chamonard (Jul 14, 2026 17:35:54 GMT+2)

ANNEXE

- Paiement des frais et honoraires de constitution de la Société ;
- Signature d'un contrat de domiciliation avec la société NS ASSOCIES.